

Jean Jaurès
(1859-1914)

Pour la Laïque
(1910)

DISCOURS DU CITOYEN JEAN JAURÈS et ECHANGES avec les Députés.
Prononcé les 10 et 24 Janvier 1910 à la Chambre des Députés.

JAURÈS. — Messieurs, maintenant que la Chambre, à une grosse majorité, a pris son parti, je lui demande respectueusement de vouloir bien s'y tenir.

M. le président du Conseil a circonscrit le problème politique qui s'est posé devant vous.

J'espère ne point vous paraître indiscret ou présomptueux si je reviens au grand problème d'ordre général qui, selon moi, domine le débat.

Par l'ample et noble débat qui s'est développé à cette tribune et qui a attesté une fois de plus que, quelles que puissent être les fautes de tel ou tel Parlement, c'est dans la liberté des débats publics, dans le libre contrôle réciproque des partis qu'est, pour les nations modernes, la seule garantie des droits et des intérêts de tout citoyen, par ce grand débat deux questions sont posées devant vous : comment organiser, distribuer l'enseignement populaire de façon qu'il soit en conformité avec l'esprit de la République et des temps nouveaux et qu'il donne à l'ensemble des familles et à toutes les consciences les garanties nécessaires ?

Et puis, par quelle politique, par quels actes, par quelles lois pourrait être défendue, contre toute menace et contre toute attaque, l'école laïque ?

Quand on discute sur les fondements de l'enseignement populaire public, sur sa nature, sur son caractère, quand on parle de la neutralité scolaire et qu'on essaye de la définir, en sens divers, il me semble que l'on commet un malentendu.

On discute, on raisonne comme si une grande nation pouvait arbitrairement donner tel ou tel enseignement. Messieurs, on n'enseigne pas ce que l'on veut ; je dirai même que l'on n'enseigne pas ce que l'on sait ou ce que l'on croit savoir : on n'enseigne et on ne peut enseigner que ce que l'on est. J'accepte une parole qui a été dite tout à l'heure, c'est que l'éducation est, en un sens, une génération.

Je n'entends point du tout par-là que l'éducateur s'efforcera de transmettre, d'imposer à l'esprit des enfants ou des jeunes gens telle ou telle formule, telle ou telle doctrine précise.

L'éducateur qui prétendrait ainsi façonner celui qu'il élève, ne ferait de lui qu'un esprit serf. Et le jour où les socialistes pourraient fonder des écoles, je considère que le devoir de l'instituteur serait, si je puis ainsi dire, de ne pas prononcer devant les enfants le mot même de socialisme.

S'il est socialiste, s'il l'est vraiment, c'est que la liberté de sa pensée appliquée à une information exacte et étendue l'a conduit au socialisme. Et les seuls chemins par où il y puisse conduire des enfants ou des jeunes gens, ce serait de leur apprendre la même liberté de réflexion et de leur soumettre la même information étendue. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Messieurs, il en est de même d'une nation et il serait puéril à un grand peuple d'essayer d'inculquer, aux esprits, à l'esprit de l'enfance, selon l'ombre fuyante des événements ou les vicissitudes d'un gouvernement d'un jour, telle ou telle formule passagère. Mais, il reste vrai que l'éducateur, quand il enseigne, communique nécessairement à ceux qui l'écoutent, non pas telle ou telle formule particulière et passagère, mais les principes essentiels de sa liberté et de sa vie.

La raison et le principe de laïcité dans les sociétés modernes

Eh bien ! messieurs, il en est des nations comme des individus ; et lorsqu'une nation moderne fonde des écoles populaires, elle n'y peut enseigner que les principes mêmes selon lesquels les grandes sociétés modernes sont constituées. Or, sur quels principes, depuis la Révolution surtout, reposent les sociétés politiques modernes, sur quels principes repose particulièrement la France, dont ce fut le péril, on l'a dit souvent, mais dont c'est la grandeur d'avoir par son esprit logique et intrépide poussé jusqu'aux conséquences extrêmes l'idée même de la Révolution ? L'idée, le principe de vie qui est dans les sociétés modernes, qui se manifeste dans toutes leurs institutions, c'est l'acte de foi dans l'efficacité morale et sociale de la raison, dans la valeur de la .personne humaine raisonnable et éduicable.

C'est ce principe, qui se confond avec la laïcité elle-même, c'est ce principe, qui se manifeste, qui se traduit dans toutes les institutions du monde moderne. C'est ce principe qui commande la souveraineté politique elle-même. Ah ! messieurs, les catholiques, les chrétiens peuvent continuer à dire que même le pouvoir populaire d'aujourd'hui est une dérivation, une émanation du pouvoir de Dieu. Mais ce n'est pas en vertu de cette délégation que la démocratie moderne prétend exercer sa souveraineté.

Et la preuve c'est que la société moderne, lorsqu'elle constitue les organes de sa souveraineté, lorsqu'elle met sa souveraineté propre en action, en mouvement, quand elle confère, quand elle reconnaît à tous les citoyens le droit de participer à l'exercice du pouvoir, à l'élaboration de la loi, à la conduite de la société, l'Etat ne demande ni au citoyen qui vote, ni au législateur qui traduit la pensée des citoyens : Quelle est votre doctrine religieuse ? Quelle est votre pensée philosophique ?

L'exercice de la souveraineté, l'exercice de la puissance politique dans les nations modernes n'est subordonné à aucune formule dogmatique de l'ordre religieux ou métaphysique. Il suffit qu'il y ait des citoyens, il suffit qu'il y ait des êtres majeurs ayant leur liberté, leur personnalité et désireux de mettre en œuvre ce droit pour que la nation moderne dise : voilà la source unique et profonde de la souveraineté. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Messieurs, c'est la même laïcité, c'est la même valeur de la raison qui est à la base de la famille. Il a été parlé ces jours-ci des droits des pères de famille, et je ne sais pas à quelles conditions, ou plutôt je sais à quelles conditions l'Eglise subordonne l'exercice du droit, affirmé par elle, des pères de famille ; mais ce que je sais bien, c'est que la société moderne, c'est que la France moderne ne subordonne à aucune condition, préalable de foi religieuse, de déclaration confessionnelle, l'exercice du droit et du pouvoir de fonder une famille légale.

L'autorité du père, elle sera grande, il dirigera les enfants, il gouvernera la famille ; mais cette autorité, l'Etat ne lui dit pas : Tu ne l'exerceras qu'à condition de donner à la société la garantie d'une foi religieuse déterminée.

Ainsi messieurs, comme à la base de la souveraineté ; à la base de la famille est, dans la nation moderne, le principe de laïcité et de raison ; et c'est de la même source que procède aujourd'hui la communauté de la patrie.

Oh ! messieurs, je ne suis pas de ceux qui disent que c'est la Révolution française qui a créé la nation. La France préexistait à la Révolution française...

M. LE MARQUIS DE ROSAMBO. — Cela me fait très grand plaisir de vous l'entendre dire !

JAURÈS. — ...j'entends qu'elle préexistait comme personnalité consciente — même quand elle n'avait d'autre symbole de son unité, que la famille royale en qui elle résumait mystiquement son origine, son titre, son droit. Même alors elle était une ; mais ce qui est vrai, c'est que cette nation, ici la patrie, la Révolution française l'a singulièrement élargie et intensifiée. Et pourquoi la patrie à l'heure de la Révolution est-elle devenue plus une, plus consciente, plus ardente et plus forte ? Est-ce à un renouvellement de foi religieuse, est-ce à l'unité de la foi chrétienne que la patrie de la Révolution a demandé ce surcroît d'ardeur et de flamme ? Non, messieurs ; c'est parce que les citoyens qui n'étaient jusque-là que des sujets, qui n'étaient qu'une sorte de foule passive ont été appelés, tous, à l'exercice d'un

droit individuel, d'un droit personnel fondé sur la raison, que tous ces hommes entrant ensemble avec leurs âmes neuves et ardentes, dans la patrie d'hier, l'ont enflammée et l'ont agrandie. (*Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.*)

M. LE MARQUIS DE ROSAMBO. — Bien avant 1789 les sujets du roi de France étaient des citoyens. (*Bruits à gauche.*)

JAURÈS. — Lorsque dans la fête de la fédération, au 14 juillet 1790, des délégués de toutes les provinces se sont rencontrés pour affirmer l'unité nationale et la liberté commune, ce n'est pas la messe constitutionnelle célébrée au Champ-de-Mars par l'évêque boiteux qui a propagé sur tout ce peuple l'émotion et l'enthousiasme, ce n'est pas de cet autel improvisé et équivoque qu'a rayonné la force des temps nouveaux, c'est de la communauté du sentiment humain et de l'espérance humaine.

Je ne veux pas blesser nos collègues catholiques de la droite, mais je constate un fait historique en disant qu'en 1793 et 1794 dans ces jours de l'an II si ardents, si débordants de sacrifices, où la foi chrétienne, pour une heure peut-être était en bas, en fait et sans que je prétende rattacher les deux ordres d'idées, c'est à l'heure où la foi chrétienne était dans les âmes au plus bas que la patrie était au plus haut.

Et de même, messieurs, ce n'est pas le culte de la foi traditionnelle, ce n'est pas le culte de l'ancienne religion nationale qui a jeté les hommes de l'Empire, incroyants pour la plupart, aux aventures épiques, malgré les oripeaux de catholicisme officiel dont Napoléon drapait son césarisme demi-païen ; ce n'est pas la foi chrétienne qui a suscité alors les énergies et les enthousiasmes ; et comme la Révolution avait laïcisé la patrie, l'Empire a laïcisé la gloire. (*Vifs applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.*)

Et de la science, messieurs, qui ne voit que le caractère autonome apparaît dans les nations modernes ? Je veux parler de la science comme d'une institution, non pas seulement parce qu'elle a des laboratoires publics, mais qu'elle agit si profondément sur les esprits auxquels elle fournit des données communes, et sur la marche même de la vie sociale, qu'elle a, en effet, la valeur d'une institution, institution autonome, institution indépendante. Il y a eu des temps où la science elle-même était obligée de subordonner son enquête à des affirmations religieuses extérieures à sa propre méthode et à ses propres résultats. Eh ! bien, aujourd'hui, lorsque par sa méthode propre, par l'expérience qu'élargit le calcul, par le calcul qui vérifie l'expérience, lorsque la science a constaté des faits, si lointains soient-ils dans l'espace, lorsqu'elle a déterminé des rapports, il n'y a pas de livre, même s'il se déclare révélé en toutes ses parties, qui puisse faire dans aucun esprit, pas plus dans l'esprit des catholiques que dans l'esprit des libres penseurs, équilibre et échec à la vérité scientifique proclamée dans son ordre et dans son domaine. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.*)

Je ne dis pas non plus que la science épuise tous les problèmes ; et l'admirable savant qui a écrit un jour : « Le monde n'a plus de mystère », me paraît avoir dit une naïveté aussi grandiose que son génie.

Mais dans son domaine, dans l'ordre des faits qu'elle atteint, des rapports qu'elle constate, elle est invincible et incontrôlable à toute autre autorité ; et si entre un livre et elle, étudiant, explorant l'univers, il y a conflit, c'est le livre qui a tort et c'est l'univers qui a raison.

Voilà donc le mouvement de laïcité, de raison, de pensée autonome qui pénètre toutes les institutions du monde moderne ; et ce n'est pas là une société médiocre. Depuis que le droit de la raison a été promulgué, depuis que dans le vieux monde a retenti l'appel du monde nouveau, depuis que dans les vieux clochers la Révolution a sonné le tocsin des temps nouveaux, jamais la vie humaine n'a atteint une plus prodigieuse intensité. Ce n'est pas seulement l'intensité de la vie, ce n'est pas seulement l'ardeur de la bataille menée par les principes du monde nouveau contre les principes encore affirmés du monde ancien ; c'est qu'une occasion, admirable s'est offerte au monde nouveau soulevé ainsi par la raison.

La démocratie, messieurs, nous en parlons quelquefois avec un dédain qui s'explique par la constatation de certaines misères, de certaines vulgarités ; mais si vous allez au fond des choses, c'est une idée admirable d'avoir proclamé que, dans l'ordre politique et social d'aujourd'hui, il n'y a pas d'excommuniés, il n'y a pas de réprouvés, que toute

personne humaine a son droit. (*Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.*)

Et ce ne fut pas seulement une affirmation ; ce ne fut pas seulement une formule ; proclamer que toute personne humaine a un droit, c'est s'engager à la mettre en état d'exercer ce droit par la croissance de la pensée, par la diffusion des lumières, par l'ensemble des garanties réelles, sociales, que vous devez à tout être humain si vous voulez qu'il soit en fait ce qu'il est en vocation, une personne libre.

Et voilà comment, par l'ardeur intérieure du principe de raison, par la revendication des foules éveillées par l'idée du droit à l'espérance, la démocratie politique tend à s'élargir en démocratie sociale, et l'horizon devient tous les jours plus vaste devant l'esprit humain en mouvement.

Ah ! messieurs, nos collègues de droite nous reprochent parfois de n'avoir pas de base métaphysique à notre morale. Ils nous reprochent d'être obligés ou de nous réfugier dans l'ancienne morale dépouillée de ses sanctions, ou de nous humilier dans l'humilité de la morale pratique et domestique.

Ils oublient que, dans la dure nature dont elle subit encore les lois, l'humanité cherche à créer une forme sociale où toutes les personnes humaines seraient vraiment libres et, par la pratique de la justice, seraient harmonisées les unes aux autres, lorsque nous créons ce fait, lorsque nous faisons jaillir dans l'univers aveugle et brutal cette possibilité, cette réalité de liberté et d'harmonie, nous jetons, nous, dans la réalité, le fondement d'une interprétation idéaliste du monde. (*Applaudissements sur divers bancs à gauche et à l'extrême gauche.*)

Leibnitz n'opposait pas substantiellement la matière à l'esprit. Pour lui, la matière était la force à l'état de confusion et d'exclusion, l'esprit, la même force à l'état d'organisation, d'harmonie et de lumière.

Mais c'est lui qui, pour distinguer, par leurs qualités, la matière de l'esprit, disait cette parole incomparablement belle : « Les corps s'empêchent, les esprits ne s'empêchent pas ».

Je dis que fabriquer, que produire, que créer une société où toutes les personnes auraient un droit certain et, par la certitude de la garantie sociale, seraient harmonisées les unes avec les autres, c'est faire œuvre de spiritualité profonde, non pas de spiritualité abstraite, factice, détachée, mais de spiritualité réelle et concrète qui s'empare de tous les éléments du monde naturel pour les transfigurer. (*Applaudissements, à l'extrême gauche et à gauche.*)

Et, en même temps, j'ajoute que la démocratie moderne n'a pas interdit à l'esprit humain les grands élans, les grandes audaces de spéculation. Il est facile de railler la multiplicité, l'apparente contradiction, le prompt effondrement des systèmes ; mais je dis que, de toutes ces synthèses, que ce soient celles de la philosophie allemande, ou anglaise, ou française, il reste toujours, pour l'esprit de l'homme, une habitude des hauteurs. Elles sont comme ces sentiers qui restent frayés vers les sommets, et qui, même s'ils se dégradent par intervalles et ne peuvent plus porter nos pas, conduisent du moins nos regards jusqu'à la cime. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.*)

Ainsi, ce n'est pas une entreprise médiocre, ce n'est pas une entreprise sans idéal et sans hauteur que celle de la révolution de la raison ; et j'ose dire que, parce que la révolution de la raison n'a été possible que par un long effort, par une longue préparation, par des luttes séculaires, c'est nous, aujourd'hui, qui représentons vraiment la tradition en ce qu'elle a de vivant et d'agissant.

M. Barrés nous invite souvent à revenir vers le passé ; il a, pour ceux qui ne sont plus et qui sont comme sacrés par l'immobilité des attitudes, une sorte de piété et de culte. Eh bien ! nous aussi, messieurs, nous avons le culte du passé. Mais la vraie manière de l'honorer ou de le respecter, ce n'est pas de se tourner vers les siècles éteints pour contempler une longue chaîne de fantômes : le vrai moyen de respecter le passé, c'est de continuer, vers l'avenir, l'œuvre des forces vives qui, dans le passé, travaillèrent. (*Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.*)

Ceux qui ont lutté dans les siècles disparus, à quelque parti, à quelque religion, à quelque doctrine qu'ils aient appartenu, mais par cela seul qu'ils étaient des hommes qui pensaient, qui désiraient, qui souffraient, qui

cherchaient une issue, ils ont tous été, même ceux qui, dans les batailles d'alors, pouvaient paraître des conservateurs, ils ont tous été, par la puissance invincible de la vie, des forces de mouvement, d'impulsion, de transformation, et c'est nous qui recueillons ces frémissements, ces tressaillements, ces mouvements, c'est nous qui sommes fidèles à toute cette action du passé, comme c'est en allant vers la mer que le fleuve est fidèle à sa source. (*Vifs applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.*)

Messieurs, oui, nous avons, nous aussi, le culte du passé. Ce n'est pas en vain que tous les foyers des générations humaines ont flambé, ont rayonné ; mais c'est nous, parce que nous marchons, parce que nous luttons pour un idéal nouveau, c'est nous qui sommes les vrais héritiers du foyer des aïeux ; nous en avons pris la flamme, vous n'en avez gardé que la cendre. (*Vifs applaudissements répétés sur les mêmes bancs. — Interruptions à droite.*)

Voilà, messieurs, quelle est notre doctrine, voilà quel est notre titre, à la fois idéal et vivant, à enseigner. Et je défit que, dans la France moderne, on puisse instituer un enseignement vivant qui ne se conforme pas à ces principes ; je défie même qu'il puisse y avoir un enseignement privé qui s'y dérobe hardiment et qui ne s'y soumet le pas, non pas par peur des contraintes extérieures, mais par peur de se sentir en contradiction trop violente avec l'esprit vivant du monde nouveau.

Hors L'Église, point de salut

Mais nous nous trouvons en face d'une autre puissance, d'une autre société qui a traversé les siècles avec une autre foi, avec un autre principe et qui, malgré les orages, malgré les coups qu'elle a reçus, reste, dans les sociétés modernes en état d'hostilité, une puissance encore considérable. Or, cette puissance, l'Eglise, organisatrice de l'ancienne foi pour beaucoup de consciences se perpétue, elle a, elle, un autre principe, une autre doctrine.

Messieurs, je veux faire un reproche à la plupart des orateurs catholiques qui se sont succédé à cette tribune, et M. le président du Conseil le leur adressait déjà, il y a un instant, à quelque degré. Les évêques, dans le manifeste où ils ont dénoncé l'école, ont eu un beau courage. Ils ont posé nettement le problème ; ils n'ont pas seulement dénoncé les abus, les prétendues grossièretés, les excès de zèle de quelques maîtres ou les polémiques subalternes de quelques manuels. Ils ont dénoncé l'école laïque elle-même comme école neutre, c'est-à-dire qu'ils ont proclamé que toujours, suivant eux, toute école, qui ne serait pas impérieusement confessionnelle serait une école mauvaise.

Messieurs, c'est un thème hardi, nettement formulé. Que les orateurs catholiques me permettent de leur dire qu'ils n'ont pas eu dans le débat — au moins la plupart d'entre eux — la même netteté et la même audace. !

M. Groussau qui sait — et je le lui ai dit souvent — quelle estime j'ai, je puis dire nous avons, pour la loyauté de sa parole (*Très bien ! très bien ! à gauche*) pour la ferveur de sa conviction, pour la vivacité aussi de son tempérament, M. Groussau nous a parlé des droits des pères de famille, comme si c'était là pour l'Eglise la règle du droit et le fondement de ses protestations.

Non, messieurs, pour l'Eglise, l'enfant n'appartient pas au père de famille, l'enfant appartient à Dieu, et comme Dieu ne peut manifester et réaliser sa volonté que par l'Eglise visible, l'Eglise proclame que l'enfant lui appartient et le chef de famille n'a des droits pour l'Eglise que dans la mesure où il est l'interprète et l'agent des droits de Dieu, par l'intermédiaire de l'Eglise, sur toutes les consciences des enfants. (*Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.*)

De même, la patrie qu'on nous a parfois de ce côté de la Chambre (*la droite*) opposée comme une sorte d'absolu inviolable et intangible, la patrie elle-même, n'est pour l'Eglise et elle ne peut être qu'une réalité subordonnée. Je pourrais apporter le texte récent des déclarations pontificales où Pie X rappelle, à l'occasion d'un pèlerinage français, que la patrie n'a de droits que dans la mesure où elle se soumet à l'Eglise.

M. Jacques PIOU. — Il faudrait lire le texte, monsieur Jaurès.

JAURÈS. — Je vous l'apporterai demain.

M. Félix CHAUTEMPS. — Cela vous gêne, monsieur Piou !

M. Jacques PIOU. — Mais non ! Je veux savoir si c'est exact, voilà tout.

M. Félix CHAUTEMPS. — C'est exact.

M. LASIES. — C'est une opinion, ce n'est pas un dogme !

JAURÈS. — Messieurs, j'apporterai le texte mais laissez-moi dire que ceux d'entre vous qui connaissent la pensée de l'Eglise dans sa vérité, dans son audace qui a sa noblesse comme elle peut avoir aujourd'hui, pour bien des esprits, son scandale, ceux-là ne contesteront pas ce que je dis, car il est impossible, lorsqu'on a proclamé que Dieu est si intimement mêlé aux choses humaines, qu'il s'est incarné dans un individu humain et qu'il a transmis à une Eglise le droit de continuer cette incarnation, il est impossible que Dieu ne reste pas incarné dans cette Eglise comme la puissance souveraine et exclusive devant laquelle les individus, les sociétés, les patries, toutes les forces de la vie doivent s'incliner. (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche.*)

Voilà la contradiction des deux mondes, voilà la contradiction des deux principes et voilà par conséquent, quand nous arrivons au problème de l'enseignement, la dualité et le conflit. Si les hommes de la Révolution poussent jusqu'au bout le principe révolutionnaire et si les chrétiens poussent jusqu'au bout le principe de l'Eglise, c'est dans une société unie en apparence, c'est dans une société où nous avons tous la même figure d'hommes, le plus prodigieux conflit qui se puisse imaginer.

Je lisais, il y a quelques jours, un des sermons prononcés à Oxford par le futur cardinal Newman. Cet homme charmant, cet homme dont M. Morley a pu écrire qu'il avait été le plus grand prosateur anglais du dix-neuvième siècle, cet homme qui a été appelé le magicien d'Oxford et dont la pensée a une souveraine élégance, ah ! il sait mettre aussi en relief, avec une étonnante vigueur, la dureté du dogme. Il dit : « Dans la société humaine, il y a des individus qui, s'ils mouraient subitement, seraient sauvés ; il y en a d'autres à côté d'eux qui, s'ils mouraient, seraient à jamais perdus. Et tous ces hommes parlent, et tous ces hommes causent entre eux, et tous ces hommes échangent des poignées de mains, des affections, des sourires, ignorant qu'un prodigieux abîme et un gouffre effroyable les séparent ».

Eh bien ! dans l'apparente uniformité de la vie moderne, dans l'apparente familiarité de nos rapports, dans l'estime réciproque que nous avons, que nous affectons, que nous croyons avoir les uns pour les autres, du camp des incroyants au camp des croyants, si chacun pousse ses principes jusqu'au bout, c'est un gouffre terrible qui se creuse. Pour moi, je ne pouvais pas lire les paroles de Newmann sans avoir une sorte de cauchemar, sans entrevoir sous les pas de tous les êtres humains misérables et fragiles qui se croient reliés par une communauté de sympathie et d'épreuves, sans entrevoir sous leurs pas, un abîme effroyable prêt à se creuser.

Lorsque tout à l'heure M. Piou disait : nous ne céderons pas, nous ne capitulerons pas, nous ne voulons pas d'une neutralité qui proclamerait que le droit de toutes les croyances est égal, lorsque M. Piou parlait ainsi, lui qui est un modéré, qui se croit un modéré, qui passe pour un modéré, qui sera peut-être excommunié comme un modéré par les extrémités de l'Eglise, c'est lui qui creusait en effet ce gouffre.

La question se pose : comment ce problème se résoudra-t-il ? Comment ce conflit se dénouera-t-il ?

Messieurs, j'ai trop présumé de mes forces; je demande à la Chambre de renvoyer la suite de ce débat à une autre séance. (*Vifs applaudissements.*)

Sur divers bancs. — A lundi !

M. LE PRÉSIDENT. — On demande le renvoi de la suite de la discussion à lundi. Il n'y a pas d'opposition ?... Le renvoi est ordonné.

JAURÈS. — Messieurs, l'autre soir, lorsque je mettais en présence la conception laïque qui a pénétré toutes les institutions de la société moderne et la doctrine de l'Eglise, j'ai été surpris que M. Piou esquissât, sinon un geste de protestation, au moins un geste de doute, car lorsque je disais que, pour l'Eglise catholique, toute les institutions, la patrie comme la famille, n'avaient pas et ne pouvaient pas avoir une valeur absolue, qu'elles n'avaient de valeur que dans la mesure où elles étaient conformes aux principes de l'Eglise elle-même, je croyais traduire la pensée commune des catholiques. J'ai dit à M. Piou : Je vous apporterai le texte. Messieurs, je l'ai pris dans l'allocution que le pape a prononcée devant les pèlerins français à l'occasion des fêtes de la béatification de Jeanne d'Arc. Il a commencé par affirmer, la beauté, la grandeur morale de la patrie. Il a défendu le catholicisme avec véhémence contre les calomnieux qui prétendent qu'il est l'ennemi de la patrie. Il a montré que la patrie avait un fondement naturel dans la communauté du sol, dans le voisinage des berceaux. Mais, poussant plus loin et plus haut le problème, il s'est demandé ce que serait la patrie séparée de l'Eglise et il a dit textuellement ceci : « Ces sentiments de vénération et d'amour cette patrie seule peut nous les inspirer, qui, unie en sainte alliance avec l'Eglise, poursuit le vrai bien de l'humanité. »

J'ai pris le texte dans le *Journal des Débats* du 21 avril ; je voulais surtout montrer à M. Piou ma bonne foi.

M. Jacques PIOUS. — Je n'ai jamais douté de votre bonne foi. La phrase que vous citez est exacte ; mais vous en aviez donné une explication qui ne l'est pas.

Unité d'Enseignement

JAURÈS. — Soit, s'il le faut, nous en discuterons ! mais je crois pouvoir maintenir — ce n'est pas vous qui me démentirez après le cri de guerre que vous avez poussé à cette tribune — je crois pouvoir maintenir que ce qui fait la gravité du problème de l'enseignement, c'est le conflit passionné, violent, des principes de la société moderne, manifestes par toutes ses institutions et des principes des affirmations essentielles de l'Eglise catholique elle-même. Comment, peut se résoudre ce conflit ou comment, avec un tel antagonisme, un enseignement public est-il possible ?

Résoudrons-nous la difficulté en ramenant l'enseignement, comme parfois on nous le conseille ou on nous le suggère, à un niveau plus que modeste et humilié ? Renoncerons-nous à mettre dans l'enseignement du peuple quelque idéal et le réduirons-nous à une collection de préceptes médiocres d'hygiène ou de morale subalterne, à un recueil de recettes morales et de recettes culinaires ? Ce serait, messieurs, la véritable faillite, la véritable abdication de la société civile, qui proclamerait que l'Eglise seule est capable, de donner à la conscience quelque lumière, à l'enseignement quelque hauteur et à la vie quelque noblesse ?

Messieurs, suivrons-nous le conseil que nous donnait M. Piou ? Disons-nous que désormais dans ce pays, trop profondément divisé, tout enseignement commun est impossible, qu'il faut prendre notre parti définitif de cet antagonisme, qu'il y aura, d'un côté les écoles de l'Etat, les écoles laïques, pratiquant, sous le nom menteur de neutralité, un enseignement d'agression et d'intolérance ; qu'il y aura, de l'autre côté, des écoles privées, des écoles catholiques, où seront enseignées, sans correction, sans contrôle et sans contrepoids, les dogmes les plus contraires aux principes mêmes de la société moderne et que les générations françaises seront indéfiniment divisées, non pas entre ces deux écoles, mais entre ces deux camps ?

J'admirais, messieurs, avec quelle facilité, de quel cœur, je ne dirai pas léger mais presque provocant, M. Piou acceptait cette scission définitive.

Messieurs, ce serait la plus grave qui pût se produire dans une société.

Les luttes de classes elle-même, si après qu'elles puissent être, supposent un terrain commun. La classe bourgeoise et la classe ouvrière sont les filles d'un même monde moderne, d'un même système de production et de pensée. Elles ont l'une et l'autre besoin que la science développe par la liberté de l'esprit les forces productives de l'homme, et même en se combattant elles reconnaissent des nécessités communes et des communes pensées. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche et à gauche.*)

.Au contraire, s'il est entendu qu'entre les fils d'un même pays, d'une même génération, d'un même siècle, d'une même classe, l'antagonisme de doctrine, de pensée et de conscience doit être à jamais si irréductible qu'on ne pourra jamais rassembler ces enfants sous la discipline d'une même école, messieurs, c'est le déchirement intégral de la nation. (*Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.*)

M. Ferdinand BUISSON. — Très bien !

L'Église transige avec la vie

JAURÈS. — Sommes-nous acculés à cette extrémité ? Sommes-nous voués à cette formidable hypothèse ? En fait, je ne le crois pas. Quelle que puisse être l'opposition logique des principes qui se heurtent, la force de la vie, la force de la réalité sociale en mouvement prépare les solutions qui ont paru d'abord abstraitement impossibles. Et ce que je veux constater aujourd'hui, du haut de cette tribune, c'est que ceux-là mêmes dans l'Eglise qui dénoncent le plus violemment les vicissitudes, les incertitudes, l'inconsistance de la pauvre raison humaine sont obligés, beaucoup plus qu'ils ne l'avouent, de marcher à sa suite et de se rallier de siècle en siècle aux idées qu'ils avaient d'abord exclues et abandonnées.

L'absolu chrétien et catholique a été obligé, de génération en génération, à composer, à transiger avec une réalité sociale et intellectuelle qui le débordait. A l'origine, les premières générations chrétiennes ont pu prendre au mot la parole du maître qui annonçait qu'une génération ne se passerait point sans que le fils de l'homme apparût sur les nuées pour juger les hommes !

Il a bien fallu, les jours se succédant, accueillir une interprétation moins littérale ; et c'est pour vivre, et c'est pour durer dans le monde naturel d'aujourd'hui que l'Eglise a dû miser. Elle est donc devenue non plus simplement la messagère d'un royaume nouveau à échéance immédiate, mais une puissance temporelle terrestre, mondaine, à calculs lointains ; et là elle s'est heurtée nécessairement à d'autres puissances terrestres, à d'autres puissances temporelles, à des royaumes, à des empires avec lesquels il a bien fallu qu'elle négociât, qu'elle transigeât, qu'elle définît le partage des attributions et des droits ; et c'est un premier glissement, première diminution des prétentions absolues de l'origine.

Puis quand la Réforme est venue, quand l'Europe moderne a voulu dérober les livres sacrés dont elle vivait à l'interprétation exclusive et autoritaire de l'Eglise traditionnelle, quand les hommes ont été rebutés du régime de l'ancienne Eglise par les abus qui s'y étaient introduits, lorsqu'ils ont voulu appliquer les libertés naissantes de l'esprit à l'interprétation même des Ecritures, quand ils se sont dit que devant toutes les tentations, toutes les sollicitations, tout le développement du monde moderne, la foi chrétienne périrait si elle se réduisait à des œuvres extérieures et superficielles et que la croyance chrétienne devait être rappelée à l'intimité de ses origines, quand de ces causes multiples la Réforme est née, le premier mouvement de l'Eglise catholique a été d'absolue détestation et d'absolue condamnation, et, au seizième siècle, les réformés étaient, dénoncés par l'Eglise, comme un pire danger, comme un pire scandale, que les matérialistes et les athées. Et aujourd'hui, quand j'ouvre les journaux conservateurs, quand j'ouvre dans la période de lutte de la séparation, les journaux catholiques eux-mêmes, j'y vois un appel des catholiques à l'église protestante, l'invitant à défendre, avec l'église catholique, la commune foi chrétienne. (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche. — Mouvements divers.*)

De même qu'elle a dû s'accommoder au mouvement de la vie, de même qu'elle a dû, en quelque mesure, transiger avec la Réforme, l'Eglise catholique a été obligée de s'accommoder parfois malgré elle, au progrès, à la science et à la démocratie.

Ah ! messieurs, pardonnez-moi de faire allusion une fois de plus à des faits trop souvent cités. Je sais qu'aujourd'hui, auprès de quelques-uns de nos collègues, on risque à passer pour un esprit grossier ou, tout au moins, pour un esprit vulgaire si on se rappelle les épreuves qu'ont dû traverser la pensée libre et la science, et cependant il faut le constater une fois de plus non pas pour triompher des erreurs passées de l'Eglise — ce serait chose vaine — mais pour chercher dans les concessions qui lui ont été arrachées déjà par la force des choses le gage des concessions nouvelles qui lui seront imposées. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Les transactions de l'Eglise en face de la Science

Messieurs, le problème de l'infinité du monde ne s'est pas posé d'abord sérieusement à la théologie catholique. La théologie catholique s'est préoccupée du problème de l'éternité du monde, parce que sur ce problème il n'y avait pas accord entre les deux grandes autorités du moyen âge, Aristote et l'Eglise. Aristote avait affirmé et démontré l'éternité du monde ; la foi catholique affirmait que le monde était d'origine récente, contradiction qui obligeait l'Eglise à s'expliquer. Et voilà pourquoi le grand docteur de l'Eglise catholique donnait toutes les raisons qui, en raison, nous induisent à affirmer l'éternité du monde et y opposait ensuite la conclusion contraire de la foi. Il y avait visiblement dans sa pensée comme un regret de ne pouvoir adhérer à l'idée de l'éternité du monde si puissamment démontrée par le philosophe ancien.

Au contraire, sur le problème de l'infinité de l'univers, accord complet entre la tradition d'Aristote et la tradition de la Bible et des Ecritures. Pour Aristote comme pour l'Eglise, le monde est un être fini, une sphère, vaste mais limitée, qui tourne autour de la terre centrale et immobile. Et parce que toutes les autorités allaient dans le même sens, l'Eglise a d'abord négligé le problème. Saint Thomas n'en traite, en effet, qu'en passant ; et lorsque Copernic commença à ébranler la vieille conception de Ptolémée, l'Eglise même ne prit pas le péril au sérieux. Les hommes se raillaient, les hommes se moquaient, et l'Eglise accepta cette première hypothèse comme une sorte de jeu d'esprit.

Les ombrages ne s'éveillèrent même pas lorsque Galilée reprit le problème. Il eut l'adresse de le soumettre d'abord comme une hypothèse ingénieuse, et la papauté s'en amusait. Mais lorsque par les lunettes nouvelles qui permirent de fouiller la profondeur des cieux, Galilée apporta à l'appui de ce qui n'était la veille qu'une hypothèse raillée ou acceptée, simplement comme une élégante fiction, lorsqu'il apporta la preuve de l'expérience, la vérité devint odieuse à mesure qu'elle devenait certaine. (*Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.*)

Et alors, point n'est besoin d'imaginer la légende des tortures matérielles infligées à Galilée ; il suffit de constater qu'il a été obligé par l'Eglise d'abjurer, d'abdiquer à genoux les vérités sublimes qui allaient renouveler la pensée de l'homme et élargir la conscience religieuse elle-même.

Que s'est-il passé ? Quelle révolution s'est opérée ? Est-ce le monde qui a changé depuis Galilée ? Ou est-ce l'Eglise ? Et c'est l'Eglise qui, aujourd'hui, commente le *Cæli enarrant gloriam Dei* au moyen des magnifiques découvertes astronomiques qu'elle a d'abord condamnées et flétries. (*Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.*)

C'est Pasteur que vous invoquez ici comme la grande autorité conciliant à la fois la science et la pensée catholique, qui, dans son discours à l'Académie française, formulait une sorte d'hymne à l'infinité du monde, à cette infinité, disait-il, qui tend le ressort de la pensée humaine jusqu'à le faire crier.

M. de GAILHARD-BANCEL. — Et Pasteur terminait le magnifique passage du discours auquel vous faites allusion en disant : Il ne reste plus qu'à se prosterner et à adorer. (*Très bien ! très bien ! à droite.*)

JAURÈS. — J'entends bien, monsieur de Gailhard-Bancel Mais voyez comme vous confirmez ma thèse, puisque, aujourd'hui, avec Pasteur, vous, catholique croyant, catholique passionné, vous trouvez un motif nouveau d'adoration dans les découvertes scientifiques que vous avez, rejetées comme impies. (*Vifs applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.*)

Encore une fois, je ne cherche pas à ranimer des controverses éteintes, mais je veux montrer, faire pressentir aux catholiques eux-mêmes que le mouvement qu'ils ont été obligés d'accomplir, entraînés, pour ainsi dire, par la force du monde moderne, ira plus loin et que c'est dans l'accommodation inévitable de l'Eglise, si elle ne veut pas périr, aux vérités de la science et aux lois de la démocratie, qu'est la solution définitive du problème de l'enseignement. (*Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.*)

Messieurs, même fait, même vérité, même mouvement dans l'interprétation de la durée du monde. Il y a eu un temps où les jours de la création étaient entendus dans la rigueur du lever du soleil au coucher du soleil. Et il n'eût pas été prudent, à certains hommes d'apporter une interprétation plus large...

M. LEMIRE. — Saint Augustin l'avait déjà donnée.

JAURÈS. — Oui, j'entends bien, monsieur l'abbé Lemire. Il y a dans tous des pères de l'Eglise le germe de toutes les hérésies. (*Applaudissements et rires à l'extrême gauche.*)

M. LEMIRE. — Et de toutes les vérités. Ce n'est pas là une hérésie.

JAURÈS. — Je ne conteste pas que saint Augustin eût déjà indiqué cette interprétation selon la méthode allégorique qu'il a si largement appliquée. Ce que j'ai dit, c'est qu'il y a eu de longues générations où il eût été imprudent à bien des laïques de se permettre, à l'égard des Ecritures, cette liberté d'interprétation. Et qu'est-ce que je constate aujourd'hui ? Que disait à l'Institut catholique l'illustre professeur de géologie M. de Lapparent ? Que dit-il dans ses cours réunis en volumes ? C'est que, s'il est difficile d'imaginer la durée exacte des phénomènes géologiques, il faut bien reconnaître que la transformation successive des faunes et des flores ne peut s'évaluer qu'en millions d'années.

Et il ajoute, après avoir montré l'apparition de l'homme au sommet de toute la lignée organique des espèces, après avoir montré la noblesse de l'être humain, il ajoute : On ne peut rien concevoir au-delà ou au-dessus, et si on voulait imaginer des besoins nouveaux, il faudrait imaginer une ère où l'âme dominerait, dégagée des liens de la matière.

Et ainsi les habitudes de la science moderne pénètrent si profondément tous les esprits, même les savants catholiques, que M. de Lapparent ne conçoit l'avènement d'une sorte de spiritualisme que comme le prolongement de l'évolution économique de notre planète.

Messieurs, qu'est-ce à dire encore une fois ?

C'est que des vérités que l'Eglise avait déclarées longtemps mortelles pour sa doctrine, funestes pour le salut des âmes, elle les enregistre aujourd'hui.

M. LEMIRE. — N'exagérons pas !

JAURÈS. — Vous le savez bien, monsieur Lemire, vous qui m'opposez sinon votre contestation, du moins vos réserves.

Vous savez bien que, dans un autre ordre qui vous touche et vous préoccupe de près, dans l'application aux livres sacrés des règles de l'exégèse, vous savez bien qu'une révolution aussi, silencieuse, partielle, s'accomplit dans l'Eglise ; vous savez bien que prêtres et laïques étaient obligés autrefois d'accepter sans réserves l'inspiration littérale des Ecritures dans tous les ordres de la pensée, vous savez qu'il y a eu péril pour les laïques et pour les prêtres à accepter l'idée que les Ecritures pourraient être soumises aux règles communes de la critique historique. Et l'heure est venue pourtant où, dans l'Eglise même et à l'heure où nous discutons, un travail profond s'accomplit en ce sens.

Messieurs, ceux d'entre vous qui ont siégé dans la Chambre de 1893 à 1898 se rappellent sans doute la physionomie originale, aristocratique, subtile, hautaine de Mgr d'Hulst. C'était un prélat diplomate. Il passait pour avoir avec la famille d'Orléans des rapports très étroits. Il avait été irrité, au jour de la fusion, de l'intransigeance du comte de Chambord et on raconte — je ne garantis pas le mot — qu'il disait : « Je prie Dieu tous les jours, je demande à Dieu tous les jours qu'il ouvre les yeux de Monseigneur... ou qu'il les lui ferme. » (*Rires à gauche.*)

Lorsqu'il paraissait à cette tribune, pour définir les prétentions, les doctrines de l'Eglise, nous étions tentés de le prendre pour le représentant de l'orthodoxie.

Or, le même homme écrivait dans le *Correspondant*, sur les études de Lenormant, un article dans lequel il reconnaissait qu'il fallait faire la part, dans les Ecritures, des origines diverses, que notamment une partie de la Genèse provenait de légendes chaldéennes. Et l'homme que nous, laïques, nous prenions ici pour le représentant intraitable de l'orthodoxie intransigeante, était obligé, sur la plainte des jésuites, d'aller se défendre à Rome contre l'accusation de modernisme et d'hérésie. Il y est allé ; il s'est défendu ; il n'a pas été frappé. D'autres, les uns avec

éclat, d'autres plus prudemment, marchent dans la même trace, suivent le même exemple, et je lisais, l'autre jour, un avertissement discret de mon archevêque (*Sourires*), de l'archevêque d'Albi au clergé de France.

Les transactions de l'Eglise en face de la Démocratie

Ainsi, là aussi, dans ce sens aussi, il y a, à l'intérieur même de l'Eglise, évolution nécessaire. C'est de même façon qu'elle a été obligée, au cours du dix-neuvième siècle, après avoir longtemps lié sa cause à tous les partis du passé, d'essayer un appel à la démocratie.

C'est la période ardente où s'affirmaient la pensée de Lamennais et la pensée de Lacordaire. Ils disaient de la papauté :

« Dégage-toi des gouvernants nationaux qui sont pour toi une entrave, et qui sont en, même temps pour les peuples une chaîne. Brise tes propres chaînes pour pouvoir travailler à briser les chaînes des peuples et réconcilier la démocratie grandissante avec l'Eglise qui meurt de ce malentendu et de cet abandon. »

Voilà ce que disaient ces hommes, et ils appelaient en même temps l'attention de la papauté sur le problème social. Ah ! je sais bien que Lamennais a été frappé, je sais bien que la foudre est tombée sur lui, je sais bien que Lacordaire n'a pu risquer un peu de sa pensée qu'en se débattant contre une perpétuelle surveillance et contre un perpétuel soupçon, qu'à peine avait-il paru, en quelques paroles éblouissantes, dans la chaire de Notre-Dame, il était obligé, pour laisser se calmer les rumeurs et les soupçons, de s'enfoncer de nouveau dans le silence et les solitudes de la province. Mais enfin il disait là des paroles dont il empruntait à la démocratie la force, le sens, l'accent, il criait : « La foi et la raison rendent le même son, la foi est la lyre ionienne plus mesurée et plus divine, la raison est la lyre éolienne suspendue aux forêts où passent les souffles gémissants, la lyre éolienne qui s'anime et s'inspire dans les orages. » Et ces orages, il les appelait pour animer et inspirer, la lyre chrétienne ; ces orages, c'était le prolongement des orages de la Révolution, c'étaient les orages de la démocratie. (*Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.*)

Et j'entends bien que Lamennais a été frappé, j'entends bien que Lacordaire a été isolé, a été suspect. Mais enfin, lorsqu'à paru cette encyclique pontificale, *Rerum novarum*, où M. de Mun saluait l'autre jour ce qu'il appelait le plus grand acte social du dix-neuvième siècle, lorsqu'à reparu cette encyclique par laquelle Léon XIII conseillait aux catholiques d'accepter au moins la forme constitutionnelle et de travailler pour leur part à l'allègement des souffrances du prolétariat, lorsqu'à paru cette encyclique, est-ce que ce n'était pas en quelque manière un réveil, une reprise, oh ! bien atténuée et bien diplomatique, de la pensée de ce Lamennais qui, il y a trois quarts de siècle, fut frappé par l'Eglise ? Et là encore, messieurs, c'est la revanche de la raison.

L'Eglise catholique ne peut plus se mouvoir sans se mouvoir dans le sens du siècle : ou elle est obligée de s'arrêter, de s'immobiliser, de devenir par là une puissance rétrograde ; ou, dès qu'elle essaye de faire un pas, un geste, un mouvement, dès qu'elle essaye de secouer la torpeur, la routine d'une puissance séculaire et endormie, c'est dans le sens de l'esprit du siècle qu'elle est obligée de se mouvoir. Et moi je vous dis : Quoi que vous fassiez, ou vous périrez, ou vous ferez à la science, à la démocratie, à la liberté, de nouvelles et si fortes concessions que tous les enfants de la patrie pourront se réunir, dans une entente commune. (*Vifs applaudissements à gauche et à l'extrême gauche.*)

Messieurs, voulez-vous des signes nouveaux, des symptômes récents de cette inéluctable pénétration de l'esprit du siècle jusque chez ceux qui croient le combattre ?

L'autre jour, M. du Halgouet a protesté avec indignation contre les paroles de l'évêque français, de cet ancien aumônier des Invalides, qui, au cours d'une cérémonie de Wissembourg, avait annoncé que, dans la France sans Dieu, les soldats seraient à l'heure du péril destitués de courage.

M. du Halgouet nous a dit que M. le général Bonnal avait protesté immédiatement et que la protestation aurait été plus véhémement encore si l'incident ne s'était produit dans les pays annexés.

Ce n'est donc pas une inconvenance seulement et une indiscretion que vous avez relevées dans les paroles de

l'aumônier ; elles ont vous ont paru attentatoires à la France, à la patrie elle-même. Mais qu'est-ce à dire, et de quel droit prétendez-vous, dans ce débat, que, seule, la foi chrétienne peut être le fondement de la morale et de toutes les vertus, si vous-mêmes vous vous croyez obligés, par pudeur envers la France et la patrie, de proclamer que votre Dieu n'est pas le principe nécessaire du courage et du sacrifice. (*Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.*)

M. Paul LEROLLE. — Monsieur Jaurès, permettez-moi de vous le dire, je crois que, sans le vouloir, vous exagérez beaucoup le sens des paroles de M. du Halgouet.

JAURÈS. — Je ne le pense pas. Je suis tout prêt, si j'ai commis une erreur d'interprétation, à le reconnaître avec une bonne foi absolue ; mais je ne crois pas qu'il soit possible de comprendre autrement les paroles de notre honorable collègue.

Marcel SEMBAT. — Qu'aurait-il voulu dire si ce n'était pas cela ?

JAURÈS. — Et voyez le pape lui-même : l'intransigeant Pie X est, si je puis dire, en passe de glisser à son tour. (*Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.*)

L'autre jour, comme l'évêque de Nancy, Mgr Turinaz, avait proposé pour les élections prochaines une association, une entente des catholiques, des libéraux et des honnêtes gens de tous les partis, la papauté a écrit à l'évêque que si Pie X avait été appelé à rédiger lui-même le document, il n'aurait pas fait appel aux libéraux ; et c'est vraiment bien peu gracieux pour l'Action libérale de M. Piou. (*Applaudissements et rires à gauche et à l'extrême gauche.*)

M. Jacques PIOU. — Voulez-vous me permettre un mot ?

JAURÈS. — Je vous en prie.

M. Jacques PIOU. — Le mot « libéraux » s'applique à ceux qui font partie de l'école philosophique libérale dont vous êtes vous-même un des représentants, et non à nous qui n'avons rien de commun avec elle, et qui demandons simplement au Gouvernement, qui nous les refuse, les libertés dues à des citoyens dans un pays libre.

Marcel SEMBAT. — C'est-à-dire que vous repoussez l'épithète.

JAURÈS. — J'entends bien, monsieur Piou ; mais alors comment l'habile homme que vous êtes, et si maître de la langue française, a-t-il pris précisément, comme titre de son association, un mot qui prête à tant de malentendus ? (*Nouveaux rires et applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.*)

M. Jacques PIOU. — Le mot « libéral » a un sens philosophique qui est justement réprouvé par l'Eglise. Il ne prête à aucun malentendu dans le sens restreint politique et nullement religieux où nous l'avons pris. (*Interruptions à gauche et à l'extrême gauche.*)

JAURÈS. — Ah ! voici qui est grave, car c'est dans un document politique de Mgr Turinaz qu'était le mot « libéraux ». C'est donc dans un document politique que le pape a condamné ce mot et puisqu'il a un sens politique, c'est sur vous que tombe toute la condamnation. (*Vifs applaudissements et rires à gauche et à l'extrême gauche. — Dénégations à droite.*)

M. Jacques PIOU. — Vous m'avez prédit l'excommunication ; alors je ne suis pas surpris ! (*Rires à droite.*)

JAURÈS. — Ce que je voulais dire — ce léger incident n'est qu'une parenthèse — c'est qu'en obligeant l'évêque ou en lui conseillant de retirer le mot « libéraux » le pape consentait au maintien de l'appel aux honnêtes gens. Il y a donc maintenant, officiellement, dogmatiquement, comme parole relevée de la papauté elle-même, à côté des catholiques qui sont honnêtes comme catholiques, des gens qui sont, sans être catholiques, d'honnêtes gens. (*Interruptions à droite. — Mouvements divers.*)

MM. ANTHIME-MÉNARD et OLLIVIER. — On n'a jamais dit le contraire !

JAURÈS. — Ah ! messieurs, voilà que nous allons avoir des catholiques plus jaloux de l'intransigeance morale du catholicisme que ne l'est Pie X lui-même.

Je constate qu'officiellement, comme pour donner un sens à ce qu'on appelait la morale indépendante, le pape reconnaît et proclame qu'en dehors de l'Eglise, de la catholicité, de la foi catholique, il y a une honnêteté, une conscience, une probité.

M. ANTHIME-MÉNARD. — Je le crois bien !

JAURÈS. — C'est quelque chose de vous l'entendre dire ! (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche.*)

M. ANTHIME-MÉNARD. — Alors il n'y aurait pas eu d'honnêtes gens avant le christianisme ? Mais c'est la doctrine de l'honnêteté naturelle ! Il n'y a pas un catholique, monsieur Jaurès, qui prétende qu'il n'y a pas d'honnêtes gens en dehors des catholiques.

JAURÈS. — Que signifient alors toutes les interrogations indignées et ironiques que vous adressez au parti républicain quand vous lui dites : Quelle est donc cette prétention d'enseigner la morale en dehors de la doctrine religieuse ? (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche. — Interruptions à droite.*)

Je sais bien que vous avez la ressource, comme l'a fait M. Piou l'autre jour, de rappeler le mot de Renan. Nous ne sommes restés honnêtes gens si nous le sommes, que par une sorte de survivance, par la vertu affaiblie, mais continue des croyances d'autrefois.

C'est le mot de Renan aristocrate et désabusé : « Nous ne vivons que de l'ombre d'une ombre et du parfum d'un vase vide. »

Et moi, je crois que dans les sociétés modernes nées de la Révolution, il y a une si prodigieuse effervescence de vie, un si prodigieux éclat de pensée et, à certaines heures, une flamme si ardente d'enthousiasme qu'il n'est pas possible de dire qu'il n'y a là que la survivance fantomatique, d'une croyance disparue. Il y a l'attestation magnifique d'une-croyance nouvelle. (*Vifs applaudissements à gauche et à l'extrême gauche.*)

Messieurs, veuillez élargir votre regard et le porter sur le reste du monde.

Vous, France catholique, vous n'êtes pas toute l'humanité d'aujourd'hui ; et lorsque nous discutons ici, quels sont les exemples que vous nous opposez ? Qu'opposez-vous à la prétendue décadence de la France républicaine minée par la pensée libre et par l'anarchie ? Vous lui opposez la vertu virile des peuples anglo-saxons, la large tolérance, l'activité infatigable, le patriotisme vigilant et robuste du peuple des Etats-Unis, du peuple d'Angleterre...

M. Louis OLLIVIER. — Ce sont des croyants.

JAURÈS. — ...c'est-à-dire des peuples qui, s'ils ne sont pas des mécréants, s'ils ne sont pas des athées, sont du moins, par le schisme, en dehors de votre Eglise et au-delà de ce cercle d'une chrétienté que vous ne tenez plus sous votre loi. (*Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.*)

Voici que d'autres peuples s'éveillent et montent ; voici que des peuples musulmans lèvent la tête, et voici surtout que vous nous montrez, depuis des années, comme un exemple, ce peuple du Japon où l'amour passionné de la patrie, où l'esprit de sacrifice, où le mépris de la vie individuelle constamment sacrifiée à la grandeur collective atteint, si je puis dire, les proportions d'un héroïsme commun et universel ; et vous nous l'opposez, et vous nous dites : c'est là qu'est le foyer de la vie, c'est là qu'est l'exemple.

Oui ; mais où donc ce peuple japonais prend-il cette force de courage, cette puissance d'héroïsme, cet esprit de sacrifice ? Direz-vous encore que c'est sous je ne sais quelle répercussion, quelle transformation lointaine de là

croyance chrétienne dont un dernier parfum, subtil, évaporé, aurait pénétré là-bas les consciences asiatiques ?

Non, non, c'est un jaillissement autonome, c'est de leur tradition, c'est de leur race, c'est de leur religion à eux...

A droite. — De leur religion !

JAURÈS. — ...Ah ! de leur religion. Il suffit donc que sur leurs croyances, il y ait le mot de religion sans que ce soit la vôtre ! Mais vous êtes condamnés par tous les doctrinaires. (*Applaudissements prolongés à gauche et à l'extrême gauche.*)

Ah ! messieurs, que j'avais raison de dire tout à l'heure que l'évolution se continuait, qu'elle était profonde, irrésistible ! Vous êtes obligés de proclamer à cette heure que ce qui importe, c'est l'esprit religieux...

A droite. — D'abord.

JAURÈS. — ...c'est-à-dire l'habitude de subordonner l'individu à un ensemble, quel que soit le contenu de cette religion, quelles qu'en soient les origines, quelles qu'en soient les sanctions, quelles qu'en soient les garanties !

Quand nous parlons, nous, de la religion de l'espérance humaine, de la justice, vous nous dites : « Elle n'a pas de sanction ; il n'y a pas l'autorité de Dieu. » Est-ce que vous dites, vous, catholiques intransigeants, que la religion japonaise a la sanction de votre Dieu ?

Non, messieurs, la vérité est que malgré tout, quoi que vous fassiez, à mesure que le monde s'élargit, vous êtes obligés de reconnaître vous-mêmes que partout jaillissent en abondance des sources que vous n'avez pas fait surgir du sol et que la valeur humaine, la puissance de pensée, de dévouement, de sacrifice, de grandeur qui est dans la nature humaine se manifeste dans toutes les races, sous toutes les formes et que ce qui importe, ce qui vaut, ce n'est pas la forme partielle, locale, temporelle de l'esprit de sacrifice et de pensée, mais c'est la puissance même du sacrifice et de la pensée. (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche.*)

La preuve, et une preuve nouvelle, que ce mouvement se poursuit et qu'il est irrésistible, c'est que ou l'Eglise fléchit, comme je l'indiquais tout à l'heure, et cède ou bien, quand elle résiste, elle résiste en s'appuyant sur des forces qui lui sont extérieures.

L'Eglise appuyée sur des « incroyants »

Messieurs, j'admire comme vous — et ce n'est pas de ma part une habileté oratoire — le discours de M. Barrès et j'y ai trouvé, d'ailleurs, pour les instituteurs une sorte de haute sympathie qui m'a consolé de quelques paroles d'autrefois. Mais au nom de quelle doctrine M. Barrès a-t-il parlé ? Je vois que les journaux conservateurs s'empressent et de publier et de répandre son discours, non pas seulement pour sa beauté littéraire, mais surtout pour sa puissance de doctrine. Ce matin encore dans l'*Echo de Paris*, M. de Mun, catholique, faisait sien ce discours. J'imagine, sans ironie aucune, que M. Barrès doit s'étonner un peu de ce rôle de sauveur et de protecteur de l'Eglise. Ce qui est bien frappant, c'est que la foi catholique paraisse aujourd'hui obligée de se réfugier dans la philosophie d'un incroyant. Ce n'est pas comme croyant que M. Maurice Barrès a parlé à cette tribune. Il ne nous a pas dit : la parole d'éternelle vérité a été dite ; il n'est plus possible de la remanier et tout ce qu'on fera hors d'elle sera vain ; il s'est tourné vers nous, vers vous, parti républicain et il vous a dit : Si vous étiez capable de construire autre chose que ce qui est, je serais peut-être avec vous ; mais l'Eglise catholique est là comme une construction solide ; c'est un temple peut être lézardé, mais dont on aurait pu réparer les lézardes et qui est debout. Et vous, vous êtes clans la confusion ; votre édifice n'est pas construit ; tous vos plans d'architecture se croisent et s'effacent les uns les autres.

Ah ! messieurs, s'il suffisait, pour condamner une grande époque en travail d'un monde nouveau, de constater que les constructions nouvelles n'ont pas encore la rigidité, la netteté mathématique des constructions du passé, jamais un progrès n'aurait été réalisé par la race humaine. (*Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.*)

Vous opposez nos flottements, nos incertitudes, notre inconsistance, à la solidité de la vieille armature catholique. Je

vous dirai, sans offenser votre esthétique, que le squelette est toujours plus consistant que le germe. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche*), et vous-même, vous nous avez fourni, par l'analogie historique que vous avez invoquée, la plus saisissante réponse. Vous nous avez dit que l'instituteur laïque d'aujourd'hui, assailli par toutes les formules contradictoires de la morale laïque : morale déiste, morale indépendante, morale solidariste, vous apparaissait comme ce pauvre solitaire de la Thébàïde, assailli par toutes les visions. Oui ! en effet, dans les premiers siècles où le christianisme s'est élaboré, l'argument des païens était celui-ci contre les chrétiens : Vous êtes des rêveurs, vous êtes des dissolvants, vous n'êtes pas des constructeurs. La vieille construction romaine, elle est là, elle a été cimentée par les siècles ; cet édifice païen, cet édifice impérial, c'est le culte de Jupiter, le culte de Rome. Tant que ce culte a duré, il a fait la victoire du peuple romain, et vous, que voulez-vous maintenant avec vos rêves, avec vos contradictions, avec vos hérésies, avec vos extases contradictoires ? Vous êtes le flottement, l'incertain et l'obscur.

Il n'y a que nous — disait le paganisme — qui soyons une construction solide et massive. Oui ! mais cette construction solide, elle n'était que ruine, elle n'était qu'un bloc de pierres mortes, et dans le bouillonnement, l'effervescence et la contradiction apparente et l'apparent désordre des doctrines nouvelles, il y avait en formation le monde que vous essayez de défendre aujourd'hui parce qu'il est à son déclin. (*Vifs applaudissements à gauche et à l'extrême gauche.*)

M. Jules DELAFOSSE. — Le christianisme était une construction.

JAURÈS. — Messieurs, je ne veux citer qu'un dernier trait du désarroi d'esprit auquel sont réduits ceux qui dénoncent nos incertitudes et nos faiblesses.

Quel est l'homme, quel est l'historien, quel est le philosophe sur lequel s'appuient depuis des années les défenseurs de l'Eglise en France, non seulement M. Barrès qui est un défenseur du dehors (*Sourires*), mais M. Paul Bourget qui, sans doute parce qu'il avait à racheter de plus graves péchés d'esprit, est entré plus avant dans la basilique ? (*On rit.*)

Messieurs, l'homme qu'ils invoquent, l'autorité sur laquelle ils s'appuient, c'est Taine.

Eh bien, je ne veux pas contester la valeur du philosophe, je n'en veux pas dire du mal ; d'abord, j'affligerais mon éminent et respecté ami Vaillant, qui a, pour une partie de l'œuvre de Taine, pour la partie où la sensation rejoint les mouvements, où le monde de l'esprit rejoint, par l'analyse, le monde de la nature, une vive admiration. Mais d'ailleurs, Taine, c'est la juxtaposition de deux philosophies qu'à mon sens, il n'a jamais réussi à fondre et voilà pourquoi on peut en dire à la fois beaucoup de bien et beaucoup de mal. Mais enfin est-ce que c'est au moins un catholique ? Oh ! je ne veux pas dire par là seulement — ce serait une naïveté — qu'il n'adhère pas aux dogmes et aux formules du catholicisme, je veux dire qu'il est tout à fait en dehors, par toute sa pensée, de cet esprit catholique et national que vous essayez de clarifier.

Vous dites, depuis des années, que, le sachant ou non, nous faisons le jeu du protestantisme qui, sous les aspects hypocrites de la libre pensée, essaye de prendre sa revanche des défaites du seizième siècle. Or, le penseur qui a le plus d'affinité avec le protestantisme du début à la fin de sa carrière, c'est Taine. Il a commencé par l'admiration passionnée de Guizot et il a fini en demandant pour son cercueil les rites et les cérémonies du protestantisme, et quand vous essayez de réveiller le catholicisme en le solidarisant avec la tradition, nationale, il n'y a pas d'homme qui ait été plus sévère que Taine pour l'originalité du génie français, il n'y a pas d'homme qui ait été plus dur que Taine pour toute l'histoire de la France. Ah ! -vous allez chercher dans les manuels scolaires quelques brutalités, quelques exagérations, mais s'il y a une œuvre qui ait donné le signal des réquisitoires contre l'histoire de la France, c'est l'œuvre de Taine. Vous l'avez oublié, parce qu'il a dit du mal de la Révolution française. (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche.*) ...

Vous détestez à ce point la Révolution qu'il suffit que Taine en ait dit du mal pour que vous ayez pardonné le jugement terrible qu'il a porté et sur toute l'ancienne monarchie et sur l'Empire.

L'ancien régime ? Corruption, famine, détresse, abomination ; le peuple réduit en effet à manger de l'herbe, pendant que les courtisans, les rois, les reines et les princesses s'amuse, ou, affectant de plaindre la pauvre bête de somme,

ajoutent encore élégamment à son fardeau. (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*) Voilà comment Taine a résumé l'histoire de la vieille monarchie pendant les deux siècles qui ont précédé la Révolution.

Le Premier Empire ? Massacres, orgueil, boucherie atroce, boucherie abominable. (*Interruptions à droite.*)

M. Fernand ENGERAND. — Cette hostilité n'a rien de surprenant : l'Empire, c'était toujours la Révolution.

JAURÈS. — Ah ! que les manuels scolaires ne sont qu'un pâle reflet des sévérités historiques de celui qui est votre maître ! (*Vifs applaudissements à gauche et à l'extrême gauche.*)

Ainsi, le mouvement est tel que l'Eglise subit et est obligée de subir le mouvement de l'esprit du siècle, et nous touchons à la période que j'ai résumée ainsi tout à l'heure : ou il faudra qu'elle fasse un pas nouveau, qu'elle rejette les vieilles maximes étroites d'intolérance ou de caprice, et si elle ne le fait pas, elle périra ; ou, si elle le fait, elle ne pourra plus rien trouver dans l'enseignement laïque et rationnel de nos écoles dont elle ait le droit de dire que c'est une offense pour la conscience des croyants. (*Vifs applaudissements à gauche et à l'extrême gauche.*)

Je serais reconnaissant à la Chambre de vouloir bien m'accorder quelques minutes de repos. (*Assentiment.*)

M. LE PRÉSIDENT. — L'orateur demande une suspension de séance de quelques minutes. Il n'y a pas d'opposition ?...
La séance est suspendue.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Jaurès pour continuer son discours.

M. Maurice BARRÈS. — M. Jaurès, me permettez-vous de présenter une observation ? ...

M. JAURÈS. — Très volontiers

M. Maurice BARRÈS. — Messieurs, je ne dirai pas que M. Jaurès a trahi ma pensée, mais enfin, avec sa courtoisie autorisation, je voudrais la préciser en deux mots.

J'ai combattu à la tribune les excès de l'esprit critique à l'école primaire. M. Jaurès me dit : « Sur quels principes vous appuyés-vous, vous qui ne vous confondez pas avec les croyants catholiques ? »

Vous comprenez qu'une telle question, qui va si avant dans la conscience d'un homme, doit lui importer et le toucher profondément. (*Très bien ! très bien ! à droite.*)

Il y a une vingtaine d'années — j'étais alors secrétaire d'âge à la Chambre ! — j'eus occasion de rencontrer, pour la première fois, Brunetière. Dans la conversation, je lui dis : « Pourquoi n'avez-vous pas la curiosité d'entrer au Parlement ? » Il me répondit : « Une chose m'embarrasserait, c'est que, dans la discussion des questions religieuses, on me poserait telle question directe à laquelle, pour le moment, je ne désire pas répondre. »

Je n'éprouve pas cet embarras, et je diminuerais trop mon autorité, quelle qu'elle soit, si je me dérobaïs à cette sorte de question... oui, à une question qui se trouve nécessairement dans la voie où s'engageait M. Jaurès. Je répondrai donc nettement.

Je suis de ceux qui se détournent de la recherche des causes. Je suis de ceux qui substituent à cette recherche la recherche plus immédiate des lois. Ma connaissance de l'histoire, si insuffisante qu'elle soit, et mon expérience de la vie me prouvent que les lois de la santé, pour la société comme pour l'individu, sont d'accord avec le décalogue que nous apporte l'Eglise. (*Applaudissements à droite.*)

Voilà une des raisons pour lesquelles je suis un défenseur du catholicisme.

J'en donnerai une seconde. Je vois dans le catholicisme l'atmosphère où se développent le mieux les plus magnanimes sentiments de notre nation. Et par exemple, il y a quelques semaines, je visitais Rouen et j'y sentais, avec une extrême vivacité, que ce n'est pas à Burgos, ni sur les routes de l'Andalousie que le Cid est né, mais bien à l'ombre des églises catholiques de Normandie. (*Applaudissements à droite.*)

Voici, messieurs, les deux motifs principaux de mon attitude.

Santé sociale, exaltation des plus hautes puissances de l'âme, telle est la double vertu que je constate à travers notre histoire, dans le catholicisme. Voilà de quoi il est générateur. Voilà pourquoi je le défends avec un respect filial. (*Applaudissements à droite.*)

M. JAURÈS. — Messieurs, j'ai à peine besoin de dire que les déclarations de M. Maurice Barrès confirment exactement ce que j'avais dit à la Chambre. (*Très, bien ! très bien ! sur divers bancs.*)

J'en demande bien pardon à M. Barrès, mais je n'avais pas commis l'indiscrétion de lui demander le secret de sa conscience personnelle ; je n'avais pas commis l'indiscrétion de le lui demander parce que je le connais (*Sourires*), parce qu'il est dans toute son œuvre et parce qu'il me suffit de le lire et je l'espère, de le comprendre, pour savoir que s'il défend le catholicisme, c'est par des raisons qui n'ont rien de commun avec la foi chrétienne elle-même... (*Sourires à gauche.*)

M. Jacques PIOU. — Quand on le défend, c'est qu'on y croit.

M. JAURÈS. — ... et ce n'est pas à lui, qu'il me permette de le lui dire, que s'adressait ma critique et mon argumentation. Je ne lui reproche pas du tout de soutenir le catholicisme par des raisons d'ordre purement esthétique ou purement social. Au dix-septième siècle, quand il y avait de vrais croyants, il y avait aussi des hommes qui ne soutenaient la religion que par les raisons que donne M. Barrès. La Bruyère en a parlé et il dit : « J'appelle mondains, terrestres et grossiers ceux qui ne défendent la religion que dans l'intérêt de la société. » (*Applaudissements et rires à l'extrême gauche et à gauche.*)

Ce n'est donc pas à lui que je m'adresse et je lui demande seulement de ne pas confisquer pour lui-même les cathédrales, mêmes les cathédrales de Normandie. (*Rires à gauche.*) Nous pouvons les admirer ; nous les avons admirées. Quand je suis passé à Rouen, quand nous y avons tenu notre Congrès socialiste, tous mes camarades ont admiré les cathédrales ; mais ils n'ont pas dit que la France avait là ses forteresses définitives et immuables. Aussi n'est-ce pas à lui que je m'adresse, c'est aux croyants, c'est à l'Eglise elle-même. Et au terme de la longue évolution séculaire par laquelle elle s'est de plus en plus adaptée, non pas spontanément, mais par la force des choses, au mouvement de la réalité moderne, au terme de ce mouvement, comme un symptôme des concessions fondamentales qu'elle était obligée de faire, je notais que son principal appui à l'heure présente était chez les penseurs qui n'ont avec elle qu'une communauté extérieure d'intérêt social.

M. CROUSSEAU. — C'est une erreur.

M. JAURÈS. — C'était là ma thèse. Je ne crois pas en avoir forcé le sens et je crois qu'après les paroles de M. Barrès ma démonstration subsiste en son entier.

Le respect de la personnalité humaine et la Révolution

Ainsi, tandis que l'intransigeance catholique, quand elle se dresse en sa rigueur abstraite, semble rendre impossible dans ce pays une communauté d'existence et d'enseignement, la force assouplissante de la vie oblige l'Eglise elle-même à s'accommoder. Et, d'autre part, messieurs, est-ce que nous sommes, nous, le parti de la révolution, un parti de sectaires ? Nous sommes, non pas le parti de la tolérance — c'est un mot que Mirabeau avait raison de dénoncer comme insuffisant, comme injurieux pour les doctrines des autres.

M. LEMIRE. — C'est le respect qu'il faut dire.

M. JAURÈS. — Nous n'avons pas de la tolérance, mais nous avons, à l'égard de toutes les doctrines, le respect de la personnalité humaine et de l'esprit qui s'y développe. (*Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.*)

Cet esprit-là, il est présent à toute la Révolution française. Oh ! vous pouvez montrer cette lutte intérieure, vous pouvez abuser contre elle des combats terribles où elle a été réduite par la nécessité de vivre et de défendre sa pensée ; mais ce qu'il y a d'admirable, sachez-le bien, et de bien caractéristique et qui devrait vous émouvoir, vous, le fervent de la tradition, c'est que c'est depuis la Révolution française que la grande tradition nationale a été le mieux comprise. C'est chose admirable de voir comment la grande force historique qui a soulevé un monde nouveau, a ouvert en même temps l'intelligence des mondes anciens. (*Applaudissements à gauche.*)

Messieurs, ce n'est pas seulement parce que la Révolution française, en infligeant aux hommes les épreuves d'un drame aux péripéties ramassées, a invité toutes les consciences à se recueillir, ce n'est pas seulement parce que la Révolution française a donné une sorte d'attrait mélancolique et romantique au monde qu'elle avait aboli, non ! c'est parce qu'en faisant surgir pour la première fois des profondeurs sociales et jaillir en pleine lumière de l'action et de la raison ces forces populaires qui n'avaient été, dans l'ancienne France, que des forces obscures ou subordonnées, en les faisant jaillir, elle a obligé l'historien du lendemain, quand l'atmosphère se serait de nouveau éclairée, à rechercher dans le passé l'histoire de ces forces populaires profondes.

Le volcan qui éclate et qui projette des profondeurs du sol les roches et les laves enfouies depuis des siècles a invité le géologue à fouiller les couches profondes ; de même la force mécanique de la Révolution, en faisant monter, en faisant jaillir la vie du peuple jusque-là ensevelie, jusque-là enfouie, support obscur de toute la terre de France, la Révolution a amené les historiens à chercher, à fouiller, et c'est de là que sont venus les Chateaubriand, les Thierry, les Michelet et tous les grands historiens qui ont ressuscité le passé avec une sympathie que les siècles précédents ne connaissaient pas. (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche.*)

Messieurs, c'est l'honneur nouveau de notre siècle et de notre civilisation. L'hellénisme si merveilleux, si intelligent, il n'a compris les civilisations antérieures ou les civilisations différentes que par la curiosité accidentelle de quelques rares esprits comme Hérodote. L'ensemble du peuple grec considérait comme barbare tout ce qui n'était pas hellénique. Et le christianisme ! Qu'il a été souvent injuste pour l'antiquité de la Grèce et de Rome ! Le monde moderne est la première grande formation historique qui ait eu le souci des origines lointaines, le sens de la continuité et de la tradition humaine, et voilà pourquoi nous pouvons nous enseigner nous-mêmes sans abaisser le passé. (*Applaudissements répétés à gauche.*)

M. LEMIRE. — A cause du christianisme.

M. JAURÈS. — A cause du christianisme ! Mais il est l'un des éléments évidents de notre formation. Et qui donc, parmi les historiens issus de la Révolution française ou parmi ses philosophes, l'a contesté ?

M. Gérard-Varet disait l'autre jour que nous étions les héritiers de la culture hellénique, Pas d'elle seule. J'espère que nous avons hérité d'elle le sens de la loi, du rythme, de l'équilibre, l'admiration de la beauté aisée. Mais je sais bien aussi que la tradition hellénique n'a pas été le seul élément de l'origine de la grande force française ; il y a la tradition de l'Orient, il y a la tradition chrétienne. Et nous perdrons beaucoup s'il ne s'était pas prolongé dans la conscience française le sérieux de ces grands juifs qui ne concevaient pas seulement la justice comme une harmonie de beauté, mais qui la réclamaient passionnément de toute la ferveur de leur conscience, qui en appelaient au Dieu juste contre toutes les puissances de brutalité, qui évoquaient l'âge où tous les hommes seraient réconciliés dans la justice et où le Dieu qu'ils appelaient, suivant l'admirable mot du psalmiste ou du prophète « effacerait, essuierait les larmes de tous les visages ». (*Applaudissements à gauche.*)

C'est cet appel passionné à la justice humaine, c'est ce sérieux de la conscience hébraïque, mêlé à la grâce, à la force, à la raison de la pensée grecque, qui s'est fondu dans le génie de la France. (*Vifs applaudissements à gauche et à l'extrême gauche.*)

Dieu, l'Église et l'École

Il nous est facile de rendre justice à tout le passé, et il nous serait facile de montrer en effet, dans le mouvement de la nation française, le retentissement de toutes ces forces. Je ne le puis, messieurs, et je passe. M. Piou regrette que dans l'éducation que nous donnons aux enfants nous ne prononcions plus ou que nous prononcions à peine dans nos écoles le mot de Dieu. Quoi ! on avait promis en 1882 d'enseigner Dieu, non pas précisément le Dieu des chrétiens, mais un Dieu qui ne serait ni celui des chrétiens, ni celui des déistes, un Dieu qu'on ne définissait pas, un Dieu emprunté à Cousin, le jour où il faisait ses excuses à la papauté en 1856, ou emprunté à Jules Simon le jour où Mgr Dupanloup lui disait : « Vous serez cardinal avant moi. » (*On rit.*)

Eh bien, je l'avoue, je comprends mal ces regrets de M. Piou. Ah ! comme les paroles et les jugements de nos adversaires changent ! Je me rappelle le temps où l'Université était dénoncée parce qu'elle enseignait le Dieu de Victor Cousin et de Jules Simon. Ce Dieu-là menait au panthéisme qui lui-même menait au socialisme, lequel aurait été le pire des fléaux, s'il n'avait été destiné à se perdre dans l'athéisme et dans l'anarchie ! Maintenant ce Dieu de Jules Simon, ce Dieu de Cousin que l'on anathématisait, que l'on dénonçait, on les regrette et on fait grief aux instituteurs de n'en plus répéter quotidiennement la formule.

Voulez-vous me permettre de vous dire toute ma pensée ? Je vous la dis sans embarras : Je ne suis pas de ceux que le mot : Dieu, effraye. J'ai, il y a vingt ans, écrit sur la nature et Dieu et sur leurs rapports, et sur le sens religieux du monde et de la vie, un livre dont je ne désavoue pas une ligne, qui est resté la substance de ma pensée. Au risque de vous surprendre, je vous dirai que j'en ai fait il y a peu de temps une deuxième édition, et que je n'y ai fait aucun changement. (*Sourires.*) Je ne suis donc pas suspect, et je n'ai pas de ce mot la superstition ni positive ni négative ; j'essaye de chercher avant tout quelle idée on entend lui faire exprimer.

Eh bien, pour ma part, je ne comprends pas que vous ayez regret au changement qui s'est produit dans les écoles. Est-ce que vous avez beaucoup cru, est-ce que vous pouviez croire à la vertu éducative de ce Dieu de transition, de ce Dieu centre-gauche. (*On rit*) ...

M. AYNARD. — C'est de votre côté qu'on fait des miracles ! Ce n'est pas du nôtre. (*Très bien ! très bien ! au centre.*)

JAURÈS... qui avait été introduit, non plus dans les programmes, mais dans les règlements ?

C'était une sorte de compromis politique entre le Dieu des chrétiens qu'on ne voulait pas maintenir et le Dieu plus hardi du panthéisme et du monisme qu'on n'osait pas introduire.

Les instituteurs ont eu le sentiment, ils ont eu l'instinct qu'il y avait là une sorte de transition politique — oh ! pratiquée de très bonne foi ! — ils se sont bien rendu compte que ni Paul Bert, ni Ferry, qui étaient des positivistes, ne pouvaient introduire Dieu avec beaucoup de ferveur, et ils ont eu assez de respect pour Dieu pour ne pas pratiquer simplement envers lui les devoirs de politesse. (*Rires et applaudissements à gauche et à l'extrême gauche.*)

Messieurs, je dis ces choses sans ironie aucune et en homme qui désire que le souci des grands problèmes sur le tout de l'Univers, sur l'idéale destinée du monde et de l'homme ne disparaisse point de l'esprit des générations. Mais si vous voulez mon sentiment, ce n'est pas par des formules, ce n'est pas par des mots balbutiés par complaisance, ce n'est pas par des timidités, c'est, au contraire, par l'enseignement toujours plus hardi, plus large, je dirai plus auguste de la science elle-même que vous éveillerez dans les jeunes esprits, sans qu'ils puissent voir dans votre enseignement un piège ou une routine, le sens des vastes problèmes. Est-ce que vous vous défiez à ce point des leçons de mystère, d'infinité, d'unité qui sortent de la science elle-même ? Leçons d'unité, les forces diverses : électricité, lumière, chaleur. La science enseigne qu'elles sont les équivalentes d'une même force, d'une force qui se manifeste donc par des effets sensibles pour nous, mais qui, précisément parce qu'elle comprend, parce qu'elle domine toutes ces manifestations diverses, échappe à nos prises immédiates et recule vers les profondeurs l'esprit de l'homme, qui découvre toujours une chose à expliquer sous la chose expliquée

Comme l'onde sous l'onde en une mer sans fond.

(*Applaudissements.*)

Et puis, c'est la leçon de la vie qui monte des espèces, qui, degré par degré, semble gravir vers une cime, comme si la vie avait pour loi dans la nature même de se dépasser sans cesse elle-même, vous obligeant ainsi à chercher le ressort profond de ce mouvement et de cette ascension. (*Vifs applaudissements à gauche et à l'extrême gauche.*) Et c'est dans cette montée l'élargissement de l'esprit, la croyance, la confiance croissante de l'esprit en lui-même.

Eh bien, je dis que des hommes, des enfants qui auraient reçu en toute liberté, en toute simplicité, par des exemples librement commentés, ces grandes leçons et ces premières initiatives de la science, ils seraient mieux préparés que par la répétition mécanique des formules de Cousin, à comprendre ce qui subsiste dans les systèmes religieux du passé, ou dans les grandes philosophies où l'homme a mis son effort, pour comprendre ce qui y subsiste de réalité concrète et assimilable à la conscience d'aujourd'hui. (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche.*) ,

Voilà dans quel esprit, qui n'est ni la routine et la fausse habileté de l'opportunisme politique, ni l'esprit de négation superficielle et ironique, voilà dans quel esprit peut et doit, à mon sens, être conduit l'enseignement de la morale, l'enseignement des sciences et aussi l'enseignement de l'histoire. Il a beaucoup été parlé des manuels scolaires. Messieurs, j'ai essayé de lire non pas seulement par extraits, car ces lectures fragmentaires sont toujours injustes. (*Très bien ! très bien ! à gauche*), j'ai essayé de lire et je crois avoir lu presque en entier les manuels qui ont été dénoncés et je vais vous dire en toute sincérité mes impressions.

Manuels scolaires

J'en avais abordé la lecture avec défiance, parce que quelques extraits qui nous avaient été produits et aussi, dans quelques-uns d'entre eux, quelques résumés tout à fait sommaires et secs avaient éveillé en moi l'impression d'un esprit de polémique subalterne qui ne convient nulle part. On a dit beaucoup ces jours-ci qu'il y avait des choses qui ne convenaient pas à l'école. Il y a, je le répète, un esprit de polémique subalterne qui ne convient nulle part. (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs.*)

Après avoir lu ces livres, sans doute toutes mes critiques préventives ne se sont pas dissipées, mais elles ont été atténuées. Et, laissez-moi vous le dire, laissez-moi le dire aux catholiques : dans aucun d'eux je n'ai trouvé, sur aucune des époques de l'histoire de France, sur aucune de nos institutions, sur aucun de nos grands hommes, le parti-pris de destruction totale, de dénigrement meurtrier que j'ai trouvé dans quelques-uns des livres que vous (**l'orateur désigne la droite**), vous mettez aux mains des enfants. (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche.*)

J'ai lu le livre de M. de la Guillonnière auquel M. de Mun a donné l'autorité de son nom par une forte préface. Eh bien ! Dans ce livre, il n'y a pas seulement des procès de tendance ; il n'y a pas seulement l'injustice, volontaire ou involontaire, qui consiste à faire plus large, dans la peinture d'un homme, ou d'une époque, ou d'une institution, la part de l'ombre que la part de la lumière. Il y a, pour la Réforme, pour la Révolution, pour tout ce qui n'est pas la pure tradition catholique, un esprit d'absolu dénigrement. Toutes ces œuvres, elles n'ont de sens que par le déchaînement de la sensualité ou du plus bas orgueil ; et vos livres parlent de la Réforme comme jamais Bossuet, se sentant la responsabilité de l'éducation du dauphin, n'a osé en parler. (*Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche.*)

Et quel triste écho de vos propres querelles intérieures ! Ah ! que jésuites et jansénistes ne se soient point aimés, on le sait. Qu'ils aient pu avoir de justes griefs les uns contre les autres, je vous l'accorde. Mais, est-ce une raison à M. de la Guillonnière, lorsqu'il parle de la littérature française du grand siècle, d'énumérer les grands prosateurs, les grands poètes, les philosophes hardis, même Descartes, même le Molière de « Tartuffe », mais, pour prouver que l'on hait davantage ceux qui sont plus près, de n'omettre qu'un nom, celui de Pascal ? (*Vifs applaudissements à gauche et à l'extrême gauche.*)

Et puis, est-ce que, arrivant au dix-huitième siècle, vous avez le droit, vous, éducateurs du peuple, même des fils chrétiens du peuple chrétien, est-ce que vous avez le droit, comme le fait M. de la Guillonnière, de dire de Voltaire et de Rousseau : Je ne veux point les juger moi-même, je ne serais pas assez impartial ou je serais suspect de partialité, je veux les juger l'un par l'autre ; et alors de ne donner aux enfants d'autre idée de Voltaire qu'une phrase injurieuse de Rousseau sur Voltaire et de ne donner aux enfants d'autre idée de Rousseau qu'une critique et qu'une épigramme

de Voltaire sur Jean-Jacques Rousseau ? (*Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.*)

Quoi ! est-ce l'histoire, l'histoire sereine ? Est-ce que ces deux hommes, même à la minute où ils s'outrageaient, si on leur avait dit vraiment : Résumez votre pensée sur l'adversaire, est-ce qu'ils l'auraient condensée dans cette phrase ? Même la passion du combat, même les rivalités dans la vie ne les auraient pas rendus injustes à ce point de fixer à jamais leur jugement réciproque dans ces paroles d'outrages. Et vous qui prenez ces morts, réconciliés malgré tout par la grandeur de l'esprit qui se survit et par la grandeur de leur caractère (*Vifs applaudissements à gauche et à l'extrême gauche*), vous les heurtez misérablement l'un contre l'autre, par ce que leurs rivalités d'un jour ont pu avoir de plus mesquin ou de plus venimeux ! (*Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs*). Non, messieurs, lorsqu'on a dans sa collection de manuels scolaires des livres de cet ordre, et recommandés par de telles autorités, il convient d'être indulgent pour les quelques erreurs qui se sont glissées dans nos manuels. (*Applaudissements à gauche.*)

Ces erreurs, je ne les méconnaissais pas : rien, après tout n'est plus difficile que de faire l'histoire et que de la résumer. Mais savez-vous — s'il m'est permis de signaler librement, en ami, la tendance d'erreur de quelques-uns de nos manuels — savez-vous ce qui me frappe ? C'est qu'ils ont pour le présent une sorte d'optimisme excessif.

Soyons justes pour le Passé

Oh ! je ne dis pas du mal du présent ; je trouve médiocres les hommes qui ne savent pas reconnaître dans le présent la force accumulée des grandeurs du passé et le gage des grandeurs de l'avenir. (*Très bien ! très bien*) Je ne méconnaissais donc pas le présent. Mais enfin il n'est qu'un moment dans l'humanité en marche. Et il y a dans quelques-uns de nos manuels une sorte d'admiration un peu complaisante et béate pour les choses d'aujourd'hui qui est injurieuse pour le passé et stérilisante pour l'avenir. (*Applaudissements*) Je vous l'avoue, quand je lis dans nos manuels, à la charge des siècles passés, à la charge de la monarchie, qu'alors les riches vivaient dans des palais splendides et que les pauvres végétaient dans des taudis...

MESLIER. — Et aujourd'hui ?

JAURÈS. — ...J'ai peur précisément qu'un des fils du peuple venu à l'école par le détour de nos riches avenues et sortant de ces pauvres taudis où sont encore accumulées tant de familles ouvrières, j'ai peur que cette petite tête ne se redresse anxieuse et interrogative et que l'enfant ne dise tout haut : « Eh bien ! et aujourd'hui ? » (*Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche*).

J'ai peur que nos écrivains ne soient pas justes, lorsqu'ils condamnent toute une époque par le seul trait des famines qui l'ont désolée, oubliant que ce n'est pas la seule faute de l'organisation politique et sociale d'alors, mais d'une insuffisance des moyens de production (*Très bien ! très bien !*) et je trouve douloureux que nous reprochions ainsi aux siècles passés les famines qui venaient de pauvreté, de misère, quand dans l'abondance et dans la puissance des moyens de production d'aujourd'hui, nous pouvons pas toujours, nous ne savons pas, ou nous ne voulons pas épargner toujours aux hommes ces dures épreuves ! Famine de l'Inde, famine d'Irlande, en plein dix-neuvième siècle ! Chômages meurtriers dans nos civilisations industrielles ! Oh ! messieurs, glorifions le présent, mais avec mesure, avec sobriété, avec modestie ! (*Applaudissements à gauche*).

Oui, ce qu'il faut, ce n'est pas juger toujours, juger tout le temps. Ah ! je sais bien qu'il est impossible que l'historien, dans le récit des faits, ne s'oriente pas pour ainsi dire vers les clartés d'aujourd'hui ; il est impossible qu'il ne recherche pas, qu'il ne retrouve pas avec émotion tout ce qui annonce, tout ce qui prépare les grandeurs de l'époque moderne ; mais chaque époque doit être jugée en elle-même dans ses moyens d'action et dans son enchaînement naturel. (*Très bien ! très bien !*)

Il faut se demander dès l'origine de notre histoire française et avant Clovis, avant le christianisme, dans cette Gaule qui avait déjà, même avant les Romains, une physionomie saisissable, il faut se demander d'époque en époque, de génération en génération de quels moyens de vie, d'action, de culture disposaient les hommes, à quelles difficultés ils étaient en proie, quel était le péril ou la pesanteur de leur tâche et rendre justice à chacun sous le fardeau. (*Applaudissements.*)

Alors, si vous traduisez ainsi l'histoire, si vous la menez ainsi dans son enchaînement, vous serez justes pour les grandeurs d'aujourd'hui, puisque vous aiderez l'enfant, par acheminement, à les mieux comprendre ; mais en même temps vous verrez à chaque époque surgir d'admirables grandeurs. Et pour moi, le Charlemagne qui, au huitième siècle, quand tout croule, sait, un moment, organiser et maintenir pour ainsi dire à la surface de l'eau un monde qui allait sombrer, celui-là m'apparaît avec une admirable hauteur, et lorsque trois siècles après je vois sortant du chaos féodal où l'empire de Charlemagne avait sombré, sortant du jargon qu'était devenue notre pauvre langue décomposée, incapable de suffire à la clarté et à l'analyse des idées, lorsque je vois au douzième siècle surgir les grands poèmes avec leur admirable langue qui a gardé un peu de la sonorité du latin et a déjà la précision d'analyse de notre belle langue classique, j'admire que de ce chaos aient déjà pu surgir de l'ordre et de la pensée. (*Applaudissements.*)

Je regrette, non pas pour vous, mais pour moi, que mes forces ne me permettent pas de pousser dans le même sens l'analyse et l'indication de ce mouvement de l'histoire, mais c'est ainsi que les enfants apprendront à connaître la France ; la vraie France, la France qui n'est pas résumée dans une époque ou dans un jour, ni dans le jour d'il y a des siècles, ni dans le jour d'hier, mais la France qui est tout entière dans la succession de ses jours, de ses nuits,, de ses aurores, de ses crépuscules, de ses montées, de ses chutes et qui, à travers toutes ces ombres mêlées, toutes ces lumières incomplètes et toutes ces vicissitudes, s'en va vers une pleine clarté qu'elle n'a pas encore atteinte, mais dont le pressentiment est dans sa pensée. (*Vifs applaudissements sur un grand nombre de bancs.*)

Alors, comme j'ai dit d'une part, et comme je crois avoir démontré, que l'Eglise, si elle veut vivre, doit continuer jusqu'à l'affirmation de la pleine liberté de conscience et du droit des démocraties la nécessaire évolution qu'elle a été obligée d'accomplir depuis des siècles, et comme je montre d'autre part que vous pouvez enseigner la France nouvelle, la France laïque, la France de la Révolution, l'enseigner tout entière, non pas petitement et humblement, mais hardiment et généreusement, et en l'enseignant tout entière enseigner cependant le respect du passé, de toutes ses forces, de toutes ses initiatives, de toutes ses grandeurs ; comme je crois avoir démontré cela, j'ai démontré par là même qu'une école vraiment laïque et nationale est possible aujourd'hui où se rencontreraient tous les enfants de la patrie. (*Très bien ! très bien ! à gauche.*)

Les conséquences de la Séparation

A vrai dire, je ne crois pas que la campagne entreprise depuis quelques mois par l'Eglise catholique contre l'école laïque puisse aboutir. Je ne le crois pas ; et je suis d'accord avec M. le président du Conseil pour dire que le premier devoir du parti républicain est, en effet, devant cette campagne de garder tout son sang-froid. L'Eglise, qu'on me permette de le dire, ne l'a pas gardé, et elle nous fait payer ou elle essaye de nous faire payer en ce moment les conséquences de la double faute qu'elle a commise.

Oh ! je ne veux pas triompher contre elle des difficultés que lui a créées le régime de la séparation, difficultés qu'elle a le droit de considérer comme passagères, et je ne veux pas triompher de la diminution que subit à cette heure, jusque dans ses sources, dans les séminaires, petits et grands, le recrutement de son clergé. Mais je dis que c'est le spectacle de cette décroissance dans le recrutement du clergé qui a surexcité l'Eglise, et à la date la plus inopportune pour elle, a réveillé cette bataille contre l'école laïque.

Les difficultés qui résultent pour vous, messieurs de la droite, de la séparation ont été aggravées par vous-mêmes. D'abord, depuis longtemps confiants en ce régime du Concordat, en cette sorte de mécanique administrative qui vous apportait tous les ans un contingent de recrues, vous avez laissé le recrutement de votre clergé s'accomplir presque exclusivement dans ces classes pauvres pour lesquelles la fonction du sacerdoce apparaissait surtout comme un moyen de gagner sa vie dans une fonction rémunérée. (*Applaudissements à gauche.*)

C'est une des grandes infirmités des hautes classes sociales catholiques dans la France du dix-neuvième siècle qu'elles aient voulu tout donner à l'Eglise, leur protection, leur estime, quelquefois même leur argent (*Rires à gauche*), Jamais ou presque jamais leurs enfants — oh ! quelquefois dans les ordres réguliers (*Très bien ! très bien ! sur les mêmes bancs*), quelquefois dans les congrégations ; mais le curé, celui qui va dans les hameaux, de maison de paysan en maison de paysan, de lit d'agonie en lit d'agonie, oh ! on voulait bien le recevoir au château le dimanche,

mais en faire l'égal des fils !... (*Réclamations à droite. — Mouvements divers.*)

Messieurs, ne récriminez pas ; c'est dans des documents épiscopaux que je pourrais vous produire, que j'ai lu ces choses.

Et alors que s'est-il passé ? c'est que comme votre recrutement n'était pas soutenu depuis des générations par des forces sociales indépendantes, dès que la fonction du sacerdoce n'a plus donné le morceau de pain officiel, le recrutement a été menacé, et vous payez là une des fautes d'égoïsme des classes dirigeantes du monde catholique. (*Vifs applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.*)

Et puis, sans que je veuille rouvrir des blessures, vous vous demanderez tout bas si vous n'avez pas aggravé vous-mêmes, bien inutilement pour vous, les conditions matérielles de la séparation. Et sous quelle influence ? Ah ! messieurs, il a été beaucoup question ici, tous ces jours-ci, du cas Rocafort. Eh bien, moi, je ne crois pas du tout que M. Rocafort soit une sorte d'agent ou de demi-agent. (*M. le ministre de l'Instruction publique fait un signe de dénégation.*) Oh ! monsieur le ministre de l'Instruction publique, ne me faites pas signe que non. Je suis sûr qu'il ne l'est pas, mais, permettez-moi de vous le dire, c'est un des rares points où votre dénégation ne pourrait rien ajouter à la certitude que j'ai. (*On rit.*)

Je suis convaincu que M. Rocafort n'est pas un agent du Vatican. Seulement, ce qui m'a beaucoup étonné, c'est l'espèce de défaveur et de doute qui, même à droite, semble s'attacher à lui.

M. Ferrette, dans une interview récente, exprimait à un journal son indignation des propos de M. Massabuau et son indignation plus grande encore du silence étrange que la droite avait gardé.

Eh bien, messieurs, je ne crois pas du tout et je n'en infère pas que la droite catholique songe à voir en M. Rocafort un instrument suspect, mais elle n'a pas en lui une de ces confiances irrésistibles (*Rires à gauche*) qui dissipent toutes les ombres. Or, messieurs, et c'est ici que cet incident en apparence minuscule et anecdotique prend une valeur d'histoire, cet homme honnête mais discuté, cet homme qu'attaquent les républicains, que dénonce M. Massabuau, que la droite catholique soutient mal, cet homme dont on ne connaît ni les grands services universitaires ni les grands services religieux, cet homme qui, si on classait les catholiques par ordre de services rendus à l'Eglise, viendrait à un rang tel que je n'ose pas le classer, cet homme-là, tout le monde sait en France, tous les catholiques informés de France savent qu'il a été, depuis plusieurs années, l'homme le plus écouté, le plus autorisé du Vatican, le vrai conseiller de la politique pontificale. (*Dénégations sur divers bancs à droite.*)

M. de GAILHARD-BANCEL. — Nous n'en savons rien.

Marcel SEMBAT. — Il est mieux écouté que vous, monsieur de Gailhard-Bancel ! (*Rires à l'extrême gauche.*)

JAURÈS. — Et c'est la rançon de ces puissances prodigieusement centralisées où un homme seul peut tout, mais où il ne dépend pas de lui que les informations qui lui viennent du reste du monde soient toujours exactes et désintéressées.

Je dis qu'il y a eu, dans la conduite de l'Eglise, une part d'erreur et d'aveuglement, et qu'elle s'apercevra bientôt que sa campagne contre l'école laïque, surtout après la démonstration faite à cette tribune depuis huit jours, de l'inanité presque complète des griefs allégués, sa campagne contre l'école laïque n'aboutira pas. Et c'est en ce sens que vous avez le droit de dire que politiquement, pratiquement, la question du monopole n'est pas posée à l'heure actuelle.

Monopole d'Enseignement

Je veux, pour finir, dire un mot de cette question. Je n'ai jamais dit, comme l'a déclaré, en termes, d'ailleurs, extrêmement courtois pour moi, le *Journal des Débats*, je n'ai jamais dit que j'étais opposé au monopole. J'ai dit deux choses. La première, c'est qu'il pouvait être du droit de l'Etat d'organiser un service public national de l'enseignement. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche ! — Mouvements divers au centre et à droite.*)

M. AYNARD. — Personne ne le nie.

JAURÈS. — ... j'entends un service national où seraient appelés tous les enfants de France. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

M. AYNARD. — C'est la nationalisation de l'enfant !

JAURÈS. — Laissez-moi, monsieur Aynard, expliquer les deux termes de ma pensée.

Je dis qu'il ne s'agit ni du droit de l'Etat, ni du droit des familles, mais qu'il y a un droit de l'enfant. (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs à l'extrême gauche et à gauche.*)

Proudhon, qui était un grand libéral en même temps qu'un grand socialiste, Proudhon l'a dit avec force : l'enfant a le droit d'être éclairé par tous les rayons qui viennent de tous les côtés de l'horizon, et la fonction de l'Etat, c'est d'empêcher l'interception d'une partie de ces rayons. (*Applaudissements sur les mêmes bancs.*)

Voilà comment, au point de vue du droit, se définit le problème. J'ajoute qu'il ne me paraît pas que nécessairement, l'Etat, en exerçant cette faculté enseignante, serait un tyran. Je ne crois pas, comme l'a indiqué mon excellent ami Allard, je ne crois pas que le contrôle des citoyens sur l'Etat demeurerait inefficace. Je crois qu'il pourrait, au contraire, s'exercer et, par conséquent, je ne crois pas qu'il y ait d'objection de doctrine, d'objection de principe à ce que l'enseignement national pour tous soit organisé.

Mais je déclare très volontiers et j'ai toujours dit que c'était, en effet, un droit extrême, qui ne peut et ne doit être revendiqué et exercé que lorsqu'il a été fait contre le droit de l'enfant, sous le nom de liberté, un tel abus, si visible et si scandaleux, qu'il est nécessaire d'y mettre un terme. (*Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.*)

Et j'ajoute qu'avant d'aborder par cet aspect le problème, avant de songer à étendre à d'autres, par la loi, l'enseignement de l'Etat, vous devez vous-même organiser et améliorer cet enseignement lui-même. Comment aurions-nous le droit de recruter, même par la loi, des écoliers nouveaux, si nous laissons des classes de 60, 70 élèves ? (*Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.*) Comment le pourrions-nous, si nous n'avons pas le courage de pousser jusqu'à quatorze ans la scolarité ? (*Nouveaux applaudissements.*) Comment le pourrions-nous, si nous ne nous mettons pas en état de donner, en effet, à tous nos maîtres de l'enseignement primaire, qui commencent déjà à s'élever, mais de leur donner d'une façon plus générale encore, et, plus haute, cette culture dont Allard disait avec raison, l'autre jour, qu'elle est la condition absolue d'un enseignement à la fois élevé et impartial ? Comment voulez-vous qu'ils aient ou qu'ils maintiennent ou qu'ils développent en eux cette culture quand beaucoup d'entre eux plient sous le fardeau démesuré de classes énormes ? (*Applaudissements.*)

C'est à tous ces problèmes que vous devez songer...

M. le PRÉSIDENT DU CONSEIL, *ministre de l'Intérieur et des Cultes*. — C'est cela.

JAURÈS. — ... comme à tous les problèmes d'ordre social, en limitant un peu la journée de travail, en donnant à la famille ouvrière, comme en Angleterre, les dernières heures du samedi, pour permettre à la sortie de l'école, de convoquer hebdomadairement les enfants pour entretenir en eux le goût de la haute culture. C'est là, c'est cet ensemble de problèmes que vous devez aborder. Et, ici encore, la question scolaire rejoint la question sociale ; elle n'est pas pour nous une diversion. Ces deux questions se tiennent. Laïcité de l'enseignement, progrès social, ce sont deux formules indivisibles. Nous n'oublierons ni l'une ni l'autre, et, en républicains socialistes, nous lutterons pour toutes les deux. (*Applaudissements vifs et répétés à l'extrême gauche et à gauche.*)